

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
cité administrative  
Bât A  
24016 Périgueux

Périgueux, le 22/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**COGESTAR SNC**

55 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
33520 Bruges

Références : DD/UbD24-47/246/2025  
Code AIOT : 0005205229

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement COGESTAR SNC implanté Enceinte papeterie Ahlstrom Labelpack Rottersac 24150 Lalinde. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette installation de combustion est inscrite au Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées pour 2025.

Le projet de la construction d'une nouvelle chaudière avec un dépôt de dossier de demande d'autorisation environnementale a été largement évoqué lors de cette rencontre le 8 octobre 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COGESTAR SNC
- Enceinte papeterie Ahlstrom Labelpack Rottersac 24150 Lalinde
- Code AIOT : 0005205229
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SNC COGESTAR a été autorisée par arrêté préfectoral une installation de combustion sur la commune de Lalinde dans l'enceinte de l'usine d'Ahlstrom.

L'installation de combustion est équipée d'une turbine + chaudière en post combustion (BONO) de 47 MW, d'une chaudière LOOS de 19,5 MW et d'une chaudière STEIN de 17 MW, l'ensemble fonctionnant au gaz naturel.

A noter que lorsque l'unité de cogénération BONO fonctionne d'octobre à mars, la LOOS et la STEIN sont gardées à température au moyen d'un brûleur de 200 kW par chaudière et ceci afin de pouvoir répondre rapidement à une demande d'augmentation de vapeur du papetier. Cette disposition n'a pas été mise en œuvre depuis des années.

En conséquence, la puissance délivrée par l'installation n'est pas supérieure ou égale à 50 MW (47,4 d'octobre à mars puis 36,5 le reste de l'année).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nouvelle chaudière	Arrêté Préfectoral du 30/01/2008, article 4	Sans objet
2	Modification du combustible	Arrêté Préfectoral du 30/01/2008, article 4	Sans objet
3	Émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 30/01/2008, article Titre III	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette rencontre a été l'occasion de faire le point sur le projet de la nouvelle chaudière, le dossier d'autorisation environnementale, la répartition future entre les 3 futures installations (BONO, les chaudières LOOS et STEIN et le projet) et l'interaction entre l'installation de combustion et le papetier Ahlstrom, unique client de la vapeur et en matière de bruit (plainte de voisinage).

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Nouvelle chaudière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait la présentation du projet d'une nouvelle chaudière fonctionnant au bois

<p>déchets et aux combustibles solides de récupération (CSR). Sa puissance serait de 23 MW. Elle serait construite dans l'enceinte de la papeterie de la société Ahlstrom mais dans un nouveau bâtiment annexe éloigné des structures actuelles et disposerait de sa propre salle de commande. Elle devrait être mise en fonctionnement en février 2029 sous réserve des décisions qui doivent être prises avant la fin de l'année 2025.</p> <p>3 sociétés différentes devraient gérer les installations de combustion à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la cogénération dont l'avenir n'est pas encore bien défini ; conservée ou non dans le cadre du secours du réseau électrique ;</li> <li>• les deux chaudières LOOS et STEIN dont l'une serait quasiment à l'arrêt et l'autre servirait uniquement de secours notamment durant les périodes d'entretien de la nouvelle chaudière. La nouvelle chaudière relèverait du régime de l'autorisation pour les rubriques 2791 et 3520.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Modification du combustible**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2008, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bicarburation gaz/fioul léger</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un "Porter à Connaissance" a été adressé à l'inspection des installations classées par courriel du 10 mars 2023.</p> <p>La modification portait sur le changement du brûleur gaz de la chaudière LOOS par un brûleur mixte gaz/fioul léger sans changement de puissance.</p> <p>Cette modification était dictée par la possibilité d'une coupure de l'alimentation en gaz naturel. Cette modification s'accompagnait d'un stockage de 123,2 tonnes de fioul léger.</p> <p>Le brûleur a été changé mais les réservoirs destinés à accueillir le fioul léger n'étaient pas présents. Il s'agirait de réservoir mobile dont la gestion serait assurée par la société Ahlstrom.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Émissions sonores**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2008, article Titre III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Les riverains sont très attentifs aux émissions sonores émises par le site dans sa globalité (papeterie et chaudières que Cogestar 2 exploite pour le compte de cette papeterie). L'étude de réduction de bruit dans l'environnement avec une caractérisation acoustique des principales sources sonores du 18 janvier 2023 réalisée pour le compte de la papeterie nous a été adressée pour information et avis.

L'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées des réponses par courrier du 17 mai 2023. Dans ce courrier, il est indiqué que des actions allaient être mises en place pour limiter le bruit provenant de l'échappement vapeur de la turbine à vapeur:

- soit en réagénant la tuyauterie,
- soit en posant un silencieux sur l'échappement vapeur de l'éjecteur de la turbine à vapeur.

Lors de notre rencontre, l'exploitant a indiqué que le point d'éjection avait été dévié et qu'un silencieux avait été mis en place.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans le dossier de demande d'autorisation environnementale présenté au point 1 de ce compte rendu, le volet bruit devra faire l'objet d'un examen approfondi. En effet, votre demande étant soumise à enquête publique, elle pourrait raviver certaines plaintes et/ou craintes des riverains.

**Type de suites proposées :** Sans suite